

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2013

CHAPITRE 13
MINISTÈRE DE LA DEFENSE

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

NOTE EXPLICATIVE	4
1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	9
1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	9
1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013	10
2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	12
2.1. PROGRAMME 166: RENFORCEMENT DE LA DEFENSE DU TERRITOIRE	13
2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME	14
2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	14
2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	15
2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	16
2.2. PROGRAMME 168: COORDINATION ET PILOTAGE DE LA POLITIQUE DE DEFENSE NATIONALE	26
2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME	27
2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	27
2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	28
2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	29
2.3. PROGRAMME 169: PARTICIPATION A L' ACTION NATIONALE DE DEVELOPPEMENT	35
2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME	36
2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	36
2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	37
2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	38
2.4. PROGRAMME 170: PARTICIPATION A LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS	42

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	43
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	43
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	44
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	45
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	53
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	56
3.2.	LEÇONS APPRISES	57
3.3.	PERSPECTIVES	58

NOTE EXPLICATIVE

La loi n° 2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat a mis en place un nouveau mode de gestion budgétaire, comptable et financier dans les administrations publiques. Ce nouveau cadre concrétise la volonté politique du Chef de l'Etat qui, lors de sa communication spéciale au cours du Conseil des Ministres du 12 septembre 2007, disait : « le Gouvernement doit s'attendre à être jugé sur les critères de performance ». Il est également une véritable constitution financière qui vient remplacer l'Ordonnance de 1962 qui, malgré les résultats non négligeables, était devenue inadaptée au regard des défis auxquels notre pays doit désormais faire face.

Le nouveau texte est une traduction dans les faits de la gestion axée sur les résultats. En effet, après l'adoption et la promulgation de la loi de finances n° 2012/014 du 21 décembre 2012, première élaborée en mode programme, et son exécution tout au long de l'année 2013 dans l'ensembles des ministères et autres organes institutionnels, il est nécessaire de dresser un bilan des activités menées et des résultats obtenus dans le cadre des politiques publiques mises en œuvre dans un document appelé Rapport Annuel de Performance.

L'élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) constitue à cet effet une autre grande avancée dans le déploiement des principes et normes édictés dans le nouveau Régime Financier de l'Etat. Elle permet d'une part de rendre compte des résultats obtenus et de l'utilisation des ressources affectées à chaque programme et d'autre part favorise une meilleure projection des résultats à venir, tirant avantage des leçons apprises au cours de l'exercice 2013. Au terme des douze (12) mois d'exécution des 160 programmes inscrits dans la loi de finances 2013, les présents RAP - 2013, rendent compte de la mise en œuvre desdits programmes en présentant :

- Le contexte de mise en œuvre des programmes ;
- L'état de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2013 du premier cycle de budgétisation par programme ;
- Le bilan stratégique et les perspectives.

L'examen par le Parlement de cette première génération de Rapports Annuels de Performance produits par les administrations revêt un caractère essentiel dans la mesure où il inscrit dans la réalité la gestion budgétaire axée sur la performance. Il permet à travers les différentes évaluations et remises en cause, d'éprouver la réforme en cours et de réorienter la démarche en fonction des principaux constats.

Ainsi donc, l'Etat bâtit un sentier de progression ; un cercle vertueux d'améliorations continues permettant de construire pour chaque administration ou institution, une trajectoire de performance soutenue par les outils et nouvelles règles de gestion budgétaire.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

L'intervention du Ministère de la Défense dans le cadre de la mise en œuvre des prescriptions gouvernementales retenues en matière de développement socio-économique tire son essence de deux principales sources :

- D'une part, la Vision 2035 et la stratégie de croissance et d'emploi la mettant en œuvre pour les dix premières années ;
- D'autre part, les 21 décrets de 2001 portants réorganisation des Forces de Défense.

Ces importants textes réglementaires traduisent de manière concrète la vision de l'Etat en matière de Défense Nationale. Ils consacrent l'objectif de modernisation et de professionnalisation des Forces Armées Camerounaises en l'arrimant aux grands concepts de Défense actuels.

S'appuyant sur la Vision 2035 de façon globale et le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi, le secteur de la Souveraineté et particulièrement le Ministère de la Défense a pu relever dans la Matrice d'Actions Prioritaires, la mesure 3.1.1.3 intitulée « Lutte contre le grand banditisme » de la composante 3.1.1 « Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens » du domaine 3.1 « gouvernance et Etat de Droit », domaine qui rentre en adéquation avec les missions qui lui sont propres.

L'analyse de l'ancrage stratégique du Ministère de la Défense nous amène, comme l'an dernier, à saisir l'occasion de ces travaux pour mener un plaidoyer en vue d'une meilleure prise en compte du secteur Défense et sécurité dans le DSCE. En effet, le cantonnement des actions de ce secteur de souveraineté si important à la seule lutte contre le banditisme paraît à nos yeux très réductrice au regard de l'étendue des possibilités pouvant impacter de manière décisive la croissance économique et l'emploi au Cameroun.

Dans le cadre de la réalisation de l'objectif stratégique du Ministère de la Défense qui est « Défendre l'intégrité territoriale et améliorer les conditions de la paix et de sécurité favorables au développement économique et social », l'action du Ministère de la Défense va se décliner par la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions cohérentes.

Afin de permettre une appropriation commune de ces programmes, qu'il me soit permis d'en faire une présentation sommaire. Il s'agira de faire la présentation aussi bien dans les aspects de fonctionnement qu'en investissement.

PROGRAMME OPERATIONNEL N°166 :

« RENFORCEMENT DE LA DEFENSE DU TERRITOIRE »

La défense de l'intégrité du territoire, au-delà de constituer une mission régaliennes de l'Etat, constitue la raison d'être des Forces de Défense. En effet, il est universellement admis qu'un Etat en paix, assurant l'entièvre souveraineté sur ses richesses naturelles et sur son territoire, se place dans des conditions optimales de réalisation d'un développement socio-économique

cohérent. La défense du territoire national dans ses trois différentes composantes est réalisée par les Armées qui suivant leur organisation et leurs modes de fonctionnement spécifiques appellent à une action coordonnée sur différents leviers dont les principaux sont :

- l'activité des unités opérationnelles;
- le soutien spécifique de ces dernières;
- la formation et le renforcement des compétences des personnels;
- et enfin le commandement et la coordination efficace des activités opérationnelles.

La réalisation de ce programme qui est une attente forte aussi bien des populations que des institutions est entrevue principalement à travers la matérialisation de certaines mesures allant dans le sens de l'intervention réfléchie sur les différents leviers suscités en cohérence avec le contexte stratégique et sociétal de l'heure.

PROGRAMME OPERATIONNEL N°170 :

« PARTICIPATION A LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS »

La protection des personnes et des biens reste un enjeu fondamental et prioritaire de l'activité des Forces de Défense. En effet, le besoin de protection des populations camerounaises dans leur intégrité physique et dans celle de leurs biens reste l'une des préoccupations principales qui ressortent de toutes les études relatives à la politique publique de défense nationale au Cameroun.

La réalisation de cette mission fondamentale est entrevue à travers les missions principales de lutte contre les catastrophes et incendies, de maintien de l'ordre et enfin de prévention et de répression des infractions aux lois et règlements de la République. Dans le même ordre d'idées, les actions de protection des personnes et des biens ont une incidence certaine sur la création des richesses au plan national, la promotion de l'entreprenariat et des investissements privés. Les résultats recherchés dans le cadre de ce programme sont : la réduction des pertes occasionnées par les incendies et les catastrophes naturelles, les troubles à l'ordre public, les accidents de circulation et les différentes formes de criminalité.

PROGRAMME OPERATIONNEL N°169 :

« PARTICIPATION A L'ACTION NATIONALE DE DEVELOPPEMENT »

Les forces de Défense disposent des ressources humaines, matérielles et infrastructurelles conséquentes qui permettent non seulement l'accomplissement des missions traditionnelles qui leur sont fixées, mais aussi peuvent apporter une aide significative au mouvement national de développement socio-économique. En effet, de par son implantation effective sur l'ensemble du territoire national, du sens élevé des responsabilités et enfin de ses compétences professionnelles avérées, l'Armée camerounaise est amenée à soigner, à construire et à éduquer les populations. C'est dans ce cadre que les structures hospitalières des Forces de Défense ne font aucune discrimination entre les citoyens et s'occupent à la fois des militaires, de leurs familles et de tout patient qui se présente dans leurs services. Le même principe de non-discrimination est appliqué dans le cadre de l'enseignement primaire et maternelle

dispensé dans les écoles créées au sein des casernes.

PROGRAMME OPERATIONNEL N°168:

« Coordination et Pilotage de la Politique de Défense Nationale »

La coordination de l'ensemble des activités du secteur de la Défense Nationale est une activité lourde et nécessite la mise en place d'un ensemble d'organismes et d'actions afin de coordonner avec efficience la mise en œuvre d'une politique publique efficace de Défense Nationale au Cameroun. Dans ce cadre, la spécificité des missions et des activités du Ministère de la Défense ne dispense pas pour autant notre Département ministériel de l'accomplissement des tâches administratives générales, de prise en charge des dépenses communes à l'ensemble du ministère, et des charges spécifiques liées à l'activité de Défense Nationale. Dans le même sens, la mise en œuvre des prescriptions gouvernementales en matière d'efficacité et d'efficience de l'action publique, de lutte contre la corruption, de lutte contre les MST SIDA, de définition conceptuelle et d'adaptation permanente de la politique de Défense Nationale, appellent à des actions cohérentes et réfléchies.

Poursuivant l'objectif d'amélioration des conditions de vie et de travail des personnels et soucieuse de se doter d'instruments modernes de gestion, l'administration du Ministère de la Défense s'est lancée dans un vaste chantier de construction, d'aménagement et de réhabilitation des infrastructures et d'acquisition de matériels roulants, informatiques et mobiliers de bureau.

Les responsables de programmes qui sont désignés par le Ministre de la Défense sont chargés du pilotage, de la coordination et de l'animation du programme qui leur est confié. A ce titre, la mise en place de dispositifs de pilotage stratégique et opérationnel, la coordination de la mise en œuvre et de suivi-évaluation des actions, activités et tâches, la collecte et le traitement des données du programme ont été réalisés en vue de parfaire la gestion des programmes budgétaires du Ministère de la Défense.

Pour ce faire et conformément à la DM N° 1102083/DM/MINDEF/01 sont nommés responsables de programmes budgétaires les responsables ci-après :

- Le GCA René Claude MEKA pour le programme « Renforcement de la Défense du territoire » ;
- Mr. HAMADOU VINDJEDOU du programme « Coordination et pilotage de l'action nationale de développement ».
- Le GB ELOKOBI Daniel NDJOCK pour « la Participation à la Protection des Personnes et des biens » ;
- Le Colonel KAMGAING Jackson pour le programme « Participation à l'action Nationale de développement » ;

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAIN D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

D'entrée de jeu, il est utile de faire le rappel des missions du Ministère de la Défense afin de délimiter, au regard des textes réglementaires en vigueur, son périmètre de compétence. En effet, de par les dispositions pertinentes contenues dans le Décret N°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, le Ministère de la Défense, placé sous l'autorité d'un Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé de la Défense est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique nationale en matière de défense.

A ce titre, il est chargé :

- de l'étude du plan de défense ;
- de la mise en œuvre de la politique nationale de défense ;
- de la coordination et du contrôle des forces de défense ;
- de l'organisation et du fonctionnement des Tribunaux Militaires ;
- du suivi de la coopération militaire.

Il est assisté de deux (02) Secrétaires d'Etat :

- le Secrétaire d'Etat chargé de la Gendarmerie ;
- le Secrétaire d'Etat chargé des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

L'évaluation de cette enveloppe budgétaire, et sa ventilation avaient pris en compte le contexte sociopolitique et économique du Cameroun, et les nombreux défis à relever sur le long, moyen et court terme. Nous pouvons citer entre autres :

- la concrétisation de la vision 2035 qui est de « faire du Cameroun un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité », et de la stratégie pour la croissance et l'emploi. Le Ministère de la Défense, pour l'atteinte de cet objectif national, se doit de doter le pays d'une armée moderne, professionnelle et en phase avec son époque;
- La mise en place des institutions issues de la réforme de 2001 est une priorité de notre département ministériel qui s'inscrit dans le long terme
- la sécurisation du territoire national et la pérennisation de la souveraineté du pays sur ses ressources naturelles
- l'amélioration du climat des affaires par un renforcement qualitatif de la protection des personnes et des biens à travers le déploiement d'une gendarmerie de proximité, menant avec rigueur et professionnalisme ses missions, et la réduction des délais d'intervention des sapeurs-pompiers;
- la lutte contre l'insécurité dans ses formes évolutives et la résurgence des fléaux tels que le phénomène des coupeurs de route et preneurs d'otages, contre lesquels la lutte doit être poursuivie avec rigueur et persévérance ;
- la participation des Forces de Défense à la lutte contre l'insécurité routière et les accidents de la route ;
- la participation des Forces de Défense au rayonnement international de notre pays par

la participation de nos unités opérationnelles aux opérations de Maintien de la Paix, conformément à nos obligations internationales et aux hautes prescriptions du Chef de l'Etat, Chef des Armées ;

- l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnels des Forces de Défense, engagement réaffirmé par le Chef de l'Etat lors du Cinquantenaire des Forces de Défense au mois de Décembre 2010 à Bamenda, et qui participe de l'option de modernisation et de professionnalisation de notre outil de défense.

- Cadre institutionnel rénové d'exécution des programmes : l'entrée en vigueur du budget programme a amené l'administration publique à revoir son fonctionnement interne au regard des exigences du budget programme. Conformément aux prescriptions du RFE, des responsables de programmes ont été désignés au sein des ministères pour le pilotage opérationnel des actions relevant de chaque programme. Les interactions entre ces nouveaux acteurs et les acteurs traditionnels de la gestion des finances publiques (ordonnateurs et comptables) sont des aspects qu'il a fallu surveiller pour parvenir une cohérence d'ensemble de l'exécution budgétaire. Il fallait également enclencher les travaux préparatoires à l'arrivée d'un autre acteur, le contrôleur de gestion, dont le rôle devra être pris en compte dans le pilotage et le suivi des performances des programmes. Au niveau du Comité Interministériel d'Examen des Programmes (CIEP), il a été question de travailler en profondeur sur le contenu des programmes des différents départements ministériel. Un cadre harmonisé de présentation des programmes supports a été validé pour veiller à cette cohérence d'ensemble nécessaire à la réussite de la réforme du budget programme.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013

D'autres faits majeurs sont à relever parce qu'ayant influencé la mise en œuvre des programmes du Ministère des Finances au cours de l'année 2013 :

- Le recrutement des personnels ;
- La création et la réorganisation de certaines formations et unités de la Gendarmerie Nationale ;
- La réorganisation du Commandement militaire territorial avec l'activation et la création par le Chef des Armées des unités et formations de la BQG, de la 11^e BRIM, de la 31^e BRIM, de la 32^e BRIM ;
- L'arrivée des matériels et des équipements de Génie et la création de trois Régiments du Génie dans les (11^e REGEN, 21^e REGEN, 31^e REGEN) ;
- L'arrivée des engins blindés du Bataillon Blindé de Reconnaissance ;
- La mise en œuvre du projet DEFEX dont l'objectif est la sécurisation de la façade maritime par les radars ;
- L'acquisition d'un certain nombre de vecteurs navals pour la Marine nationale;
- La création et la réorganisation des Forces de l'Armée de l'Air ;
- L'acquisition de vecteurs aériens pour l'Armée de l'Air ;
- L'organisation d'exercices multinationaux par le Cameroun (CA13, OCTOPUS 2013,

OBANGAME EXPRESS 2013, AFRICA WIND 2013 ;

- La participation des Forces de défense aux opérations de maintien de la paix tel que la RCA ;
- La participation à des exercices multinationaux notamment « MOKEKOU 2013 » ;
- La création du Comité National de Suivi de la mise en œuvre des décisions issues du sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEEAC, de la CEDEAO, et de la CGS sur la sûreté et la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée ;
- La mise en place de la Cellule Opérationnelle du Comité National de Suivi ;

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 166

RENFORCEMENT DE LA DEFENSE DU TERRITOIRE

Responsable du programme

MEKA RENE CLAUDE

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Renforcer le dispositif de défense du territoire.	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des tableaux des effectifs et dotations des unités opérationnelles des Forces de Défense
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	0.0
ACTIONS DU PROGRAMME	Année cible:	2013
	Action 01:	RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE TERRESTRE
	Action 02:	RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE AERIENNE
	Action 03:	RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE MARITIME
	Action 04:	SOUTIEN DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES DES FORCES DE DÉFENSE
	Action 05:	INTENSIFICATION DE LA RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT OPÉRATIONNEL
	Action 06:	APPUI À LA FORMATION INITIALE ET CONTINUE DES PERSONNELS DES FORCES DE DÉFENSE
	Action 07:	COMMANDEMENT ET COORDINATION DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES AU NIVEAU DES ARMÉES
DOTATIONS INITIALES	AE	CP
	101 370 591 000	100 641 948 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MEKA RENE CLAUDE,	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 166 du Ministère de la Défense a été exécuté dans un environnement global marqué par l'instabilité dans les pays voisins, engendrant une insécurité aux frontières nationales, voire à l'intérieur du territoire. Par ailleurs, la volonté affirmée de la haute hiérarchie de se mettre à l'avant-garde des défis sécuritaires régionaux et sous régionaux demeure une interpellation forte pour nos forces de Défense.

En ce qui concerne la question de l'insécurité, l'instabilité dans les pays voisins a occasionné des flux migratoires déversant à l'intérieur du territoire national des populations réfugiées dont certaines dévoilent des velléités agressives qui constituent des menaces en matière de sécurité nationale. Pour y faire face, il s'est avéré nécessaire de créer et d'activer de nouvelles unités opérationnelles disposant de capacités opérationnelles renforcées qui se fixe pour objectif majeur la réalisation des conditions optimales d'un développement socio-économique durable.

Dans le même ordre d'idée et s'agissant de l'implication dans la résolution des défis sécuritaires sous régionaux, il a été question d'abord, d'intensifier la préparation des forces grâce à des entraînements et manœuvres militaires d'exercice. et ensuite de remettre à niveau des moyens logistiques en vue de permettre aux unités engagées de disposer de moyens de combat modernes et efficaces.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

L'objectif du programme 166 qui était d'améliorer les dispositifs terrestre, aérien et maritime de la Défense du Territoire a été atteint avec succès. En effet, relativement aux domaines de compétences du Ministère de la Défense, il s'est agit entre autres d'installer une couverture sécuritaire permettant d'assurer l'intégrité du territoire camerounais dans ses composantes Terrestre, Aérienne et Maritime. La garantie de cette entière souveraineté sur le territoire et les ressources naturelles y contenues demeure un gage de stabilité et une condition sine qua non d'une croissance économique améliorée. Pour ce faire, il a été question d'abord de procéder aux renforcement des capacités opérationnelles des personnels des Forces de Défense (recrutement, entraînement, équipement et mise à niveau logistique) et enfin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnels leur permettant de vivre et de travailler dans les meilleures conditions possibles en vue de leur permettre d'obtenir un rendement optimal.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Les résultats obtenus ont été grandement influencés par une insuffisance de moyens aussi bien financiers, humains que matériels. En effet, la quasi-totalité des unités opérationnelles manque de personnels (on retrouve ainsi certaines unités avec moins d'une dizaine de personnel), de matériels (inexistence de la valise de police technique et scientifique, des imprimés des pièces périodiques, etc.) et les provisions allouées ne permettent pas de couvrir de l'ensemble des charges relatifs à la production des différents procès-verbaux tout au long de l'année.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	0	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 104 713 097 964	CP 103 984 454 964
(écart = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -3 342 506 964	Ecart CP -3 342 506 964
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 101 748 104 959	CP 101 742 699 979
TAUX DE CONSOMMATION	97 %	97 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Les résultats obtenus ont été grandement influencés par une insuffisance de moyens aussi bien financiers, humains que matériels. En effet, la quasi-totalité des unités opérationnelles manque de personnels (on retrouve ainsi certaines unités avec moins d'une dizaine de personnel), de matériels (inexistence de la valise de police technique et scientifique, des imprimés des pièces périodiques, etc.) et les provisions allouées ne permettent pas de couvrir de l'ensemble des charges relatives à la production des différents procès-verbaux tout au long de l'année.	
PERSPECTIVES 2014	<p>Les perspectives envisagées dans le cadre de la réalisation de l'objectif de ce programme en 2014 sont orientées vers les points principaux suivants :</p> <p>La poursuite de la politique d'équipement spécifique et de mobilité des forces concourant à l'opérationnalité des Forces ;</p> <p>Le recrutement, la formation et l'entraînement des personnels concourant à l'opérationnalité des Forces en adéquation avec les nouvelles formes de menaces ;</p> <p>L'activation de nouvelles unités pour un meilleur quadrillage serré du territoire nationale ;</p> <p>L'amélioration des conditions de vie et de travail à travers la construction des logements d'astreinte et la construction des locaux au profit des unités opérationnelles.</p>	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE TERRESTRE

Cette action a connu un niveau d'exécution satisfaisant. En effet, toutes les activités prévues dans le cadre de la sécurisation du territoire terrestre camerounais ont connu un niveau d'exécution fort appréciable qui s'est accru avec les diverses réorganisations structurelles opérées. Cela a permis non seulement de répondre aux sollicitations sécuritaires à l'intérieur et à l'extérieur mais aussi de répondre efficacement aux bouleversements majeurs ayant caractérisés l'environnement sécuritaire régional.

OBJECTIF	Réaliser les tableaux des effectifs et dotations des unités opérationnelles de l'Armée de Terre									
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des Tableaux des Effectifs et dotations des unités opérationnelles de l'armée de Terre			TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0					
	Unité de mesure	%								
	Année de référence:	2012								
	Valeur de référence:	0.0								
	Année cible:	2013								
	Valeur Cible	0.0								
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF et ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE CP			
	1 376 578 000	1 376 578 000	1 363 562 028	1 363 562 028	1 278 563 307	1 278 563 307	93 % 93 %			
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Contexte caractérisé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'impératif de l'amélioration du dispositif de défense du territoire terrestre au regard de l'insécurité grandissante aux frontières - la montée en puissance des nouvelles unités opérationnelles de l'armée de terre 									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition des matériels en vue de l'amélioration de la sécurisation du territoire terrestre (armement et munitions, matériels blindés et artillerie); - Acquisition des matériels de transmission; - Construction et réhabilitation des magasins et soutes à munitions; - Acquisition des véhicules tactiques; - Activation de 04 brigades d'infanterie motorisée et création de nouveaux bataillons d'infanterie motorisée; - Construction et réhabilitation des logements (dortoirs troupes, cases de passage); - Construction des postes de commandement des unités opérationnelles; - Renforcement des effectifs par le recrutement de personnels officiers et non officiers. 									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Cette action a connu un niveau d'exécution satisfaisante. En effet, toutes les activités prévues à défaut d'avoir été exécutées ont connu un niveau d'exécution fort avancé. Cela a permis de répondre aux sollicitations sécuritaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur									

Perspectives 2014	<p>A l'horizon 2014 2015 :</p> <ul style="list-style-type: none">- Renforcement des capacités opérationnelles de l'armée de terre pour une meilleure sécurisation du territoire national,- Activation des 22^e et 21^e Brigades d'infanterie motorisée et création de nouveaux bataillons au sein de ces brigades ;- Achat de nouveaux équipements spécifiques ;- Construction des centres d'entraînement en milieu de foret, de montagnes et désertique respectivement à Moutcheboum, Babadjou et Mindif- Construction des postes de commandement des unités opérationnelles.
-------------------	--

Action 02 RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE AERIENNE

Le niveau d'exécution de l'action est globalement satisfaisant. Les activités prévues ont été menées à leur terme, grâce à une bonne maîtrise des besoins qui a facilité les procédures de réalisation. C'est ainsi que l'Armée de l'Air a pu répondre efficacement à toutes les sollicitations du Haut Commandement et a conduit avec succès les missions qui lui ont été confiées. Ceci a été rendu possible non seulement grâce à l'acquisition de nouveaux appareils modernes et adaptés capables de faire face efficacement aux défis sécuritaires de l'heure, mais aussi au maintien en condition efficace des moyens aériens existants.

OBJECTIF	Réaliser les Tableaux des Effectifs et Dotations des Unités opérationnelles de l'Armée de l'Air								
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des Tableaux des effectifs et dotations de l'Armée de l'Air				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0	TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	0.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	0.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Cette action a connu un niveau d'exécution satisfaisante. En effet, toutes les activités prévues à défaut d'avoir été exécutées ont connu un niveau d'exécution fort avancé. Cela a permis de répondre aux sollicitations sécuritaires tant à l'intérieur qu'à l'étranger.							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP			
	623 171 000	623 171 000	717 242 942	717 242 942	686 761 262	686 761 262	95 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte caractérisé par l'impératif de l'amélioration du dispositif de défense du territoire au regard de l'insécurité grandissante aux frontières. La création conséquente de nouvelles unités opérationnelles et l'acquisition de nouveaux aéronefs ont consacré une montée en puissance de l'armée de l'Air, toutes choses qui ont permis la relance des entraînements et manœuvres militaires spécifiques.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition des matériels en vue de l'amélioration de la sécurisation du territoire aérien (04 aéronefs acquis) - Acquisition des matériels de transmission - Acquisition des véhicules tactiques (26 camions de transport de troupes acquis) - Activation de 02 Bases Aériennes, 01 Escadron Aérien, 01 Bataillon des fusiliers de l'Air - Construction et réhabilitation des logements (dortoirs troupes à la BA 101, réhabilitation logements cadres BA 301) - Construction des postes de commandement des unités opérationnelles (BAFUSCO AIR BAMENDA) - Renforcement des effectifs par le recrutement de personnels officiers et non officiers - Réhabilitation hangars de maintenance des aéronefs (Base Aérienne 301) <p>Sécurisation site de la Base Aérienne 101 (début construction clôture)</p>								

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>Le niveau d'exécution de l'action est globalement satisfaisant. Les activités prévues ont été menées à leur terme, grâce à une bonne maîtrise des besoins qui a facilité les procédures de réalisation. C'est ainsi que l'Armée de l'Air a pu répondre efficacement à toutes les sollicitations du Haut Commandement, grâce à l'accroissement des moyens aériens.</p> <p>Cependant, les exigences de l'aéronautique ne rendent pas visibles les efforts entrepris. Le niveau d'exécution serait plus appréciable si davantage de moyens étaient alloués, pour une réalisation des activités par groupe.</p>
Perspectives 2014	<p>A l'horizon 2014 2015, poursuite de la montée en puissance des Forces Aériennes, en vue d'améliorer l'appui à apporter aux autres forces, tout en poursuivant la surveillance des frontières. Les activités futures concernent :</p> <p>Le renforcement des moyens de défense aérienne avec l'acquisition de vecteurs de combats modernes ;</p> <p>L'acquisition de moyens radars nécessaires à l'opérationnalisation des Centre de Surveillance et de Détection ;</p> <p>La réhabilitation du champ de tir de Tchabal et la création d'un Champ de tir à Lagdo, pour l'entraînement des pilotes de combat au tir air-sol ;</p> <p>La construction d'un centre d'entraînement des commandos de l'air à Bamenda ;</p> <p>La construction des postes de commandement des unités opérationnelles nouvellement créées ;</p> <p>L'amélioration des capacités de maintenance des aéronefs avec la construction des hangars avions dans les Bases Aériennes de Bertoua, Bamenda et Ngaoundéré ;</p> <p>Poursuite du recrutement des personnels en mettant l'accent sur les spécialités opérationnelles de l'Armée de l'Air.</p>

Action 03 RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE MARITIME

Le maintien en condition opérationnel des unités navales existantes a permis de maintenir la présence de l'Etat en mer et la sécurisation efficace de la frontière maritime. Les résultats obtenus dans ce domaine ont permis de réduire de manière significative les activités de piraterie maritime permettant ainsi une plus grande sécurisation des investissements dans cette zone géographique et en conséquence une implication plus pesante de ce secteur à l'activité économique nationale.

OBJECTIF	Réaliser les Tableaux des effectifs et Dotations des unités operationnelles de la Marine Nationale						
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des Tableaux des effectifs et dotations des unités opérationnelles de la Marine Nationale					
	Unité de mesure	%					
	Année de référence:	2012					
	Valeur de référence:	0.0					
	Année cible:	2013					
	Valeur Cible	0.0					
CRÉDITS	Réalisation exercice (Résultat technique):	Le maintien en condition opérationnelle des unités navales existantes a permis de maintenir tant bien que mal la présence de l'Etat en mer qui sera renforcée par l'accroissement du potentiel naval et l'installation en cours d'un système de surveillance côtière					
	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE CP
	549 939 000	549 939 000	539 655 810	539 655 810	503 131 154	503 131 154	93 % 93 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte marqué par la recrudescence du phénomène de piraterie maritime dans le golfe de Guinée et les engagements internationaux du Cameroun de contribuer efficacement à la mise en place d'une plateforme commune de lutte contre ce phénomène.						
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Acquisition de nombreux vecteurs navals dont 03 patrouilleurs de haute mer et plusieurs vedettes rapides pour renforcer la permanence de l'Etat en mer. Entretien réhabilitation du P104 Bakassi et d'autres vedettes préexistantes dans le cadre de la dotation budgétaire annuelle et des chantiers avec les partenaires étrangers : chantier Rodman. Suivi de la mise en œuvre des résolutions du sommet de Yaoundé de Juin 2013 sur la sécurité et la sûreté maritimes ayant abouti à la mise en place du Centre interrégional de coordination.						
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le maintien en condition opérationnelle des unités navales existantes a permis de maintenir tant bien que mal la présence de l'Etat en mer qui sera renforcée par l'accroissement du potentiel naval et l'installation en cours d'un système de surveillance côtière						
Perspectives 2014	Montée en p?issan?et5?a uo?tés de fusiliers marins et palmeurs de combat dans le cadre de la sécurisation des eaux intérieures, devenues elles aussi l'objet de trafics illicites et incursions de bandes?a?{ée? éurangères.						

Action 04 SOUTIEN DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES DES FORCES DE DÉFENSE

Cette action a connu un niveau d'exécution satisfaisant. En effet, les activités prévues ont connu un niveau d'exécution satisfaisant permettant de répondre efficacement aux besoins en logistique (soutien de l'homme, maintien en condition des matériels et engins) des interventions opérationnelles décidées dans le cadre de la réponse nationale aux défis sécuritaires nationaux, sous-régionaux et régionaux. Il s'est agit plus précisément de l'autonomisation des structures en charge du soutien en carburants des Armées pour lesquels des moyens importants ont été engagés en vue de permettre l'acquisition des véhicules citerne et des camions avitaillateurs.

OBJECTIF	Assurer avec efficacité le soutien logistique des unités opérationnelles des Armées								
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage des matériels fonctionnels des armées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0			
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	0.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	0.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	90 170 608 000	90 085 608 000	91 162 021 186	91 077 021 186	89 491 575 922	89 486 575 942	98 %	98 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Nécessité d'apporter aux unités opérationnelles des forces de défense un soutien organisé en quantité et en qualité dans les différentes natures de besoins déterminés. IL s'agit du soutien des personnels (solde, alimentation, HCCA), du soutien des matériels, du soutien en carburant et lubrifiants, soutien des infrastructures...								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Acquisition de véhicules routiers utilitaires ; Acquisition des véhicules tactiques ; Acquisition des moyens de transmission ; Construction et réhabilitation des magasins d'armes et soutes à munition ; Construction des magasins et hangars de stockage des effets d'habillement ; Acquisition des camions citerne et avitaillateurs Perfectionnement de l'équipement du soldat en paquetage individuel								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Cette action a connu un niveau d'exécution satisfaisante. En effet, toutes les activités prévues à défaut d'avoir été exécutées ont connu un niveau d'exécution fort avancé. Cela a permis de répondre aux sollicitations sécuritaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur								
Perspectives 2014	Les actions en faveur de la satisfaction des besoins en soutien logistique des unités opérationnelles seront intensifiées. Un accent particulier sera sur la recherche de l'autonomisation des Forces de Défense en matière de restauration collective, avec l'acquisition d'équipements de cuisine de campagne pour mieux soutenir les diverses mobilisations. En outre des études seront menées en vue de la déconcentration du soutien, avec la mise en place des pôles régionaux d'intervention, dans le but de réduire les délais en rapprochant la logistique des unités opérationnelles.								

Action 05 INTENSIFICATION DE LA RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT OPÉRATIONNEL

Le fonctionnement régulier de structures chargées de la collecte, de l'analyse et de la synthèse des renseignements opérationnels, a permis jusqu'à lors une meilleure identification des menaces et par la suite une meilleure définition de la réponse opérationnelle apportée. Dans ce même ordre d'idée, l'acquisition de moyens modernes de communication et de télécommunication, et le déploiement efficient de ces derniers ont apporté une amélioration certaine dans la performance des services concernés en matière de recherche du renseignement opérationnel toujours plus précis et actualisé permettant aux structures de commandement une coordination et un déploiement tactique adapté et plus efficace.

OBJECTIF	Rechercher des renseignements opérationnels en vue d'appuyer la prise de décision opérationnelle pour l'activité des Forces de Défense									
Indicateur	Intitulé:	Nombre de bulletins de renseignements émis par les structures en charge de la collecte du renseignement			TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE					
	Unité de mesure	nb								
	Année de référence:	2012								
	Valeur de référence:	0.0								
	Année cible:	2013								
	Valeur Cible	4270.0								
	Réalisation exercice (Résultat technique):									
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE CP			
	224 000 000	224 000 000	223 980 000	223 980 000	209 052 590	208 872 590	93 % 93 %			
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La naissance de plusieurs foyers tension tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire pose un impératif de renforcement du dispositif de collecte et de diffusion du renseignement opérationnel.									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Activation des Centre de Détection et de Surveillance ; Acquisitions de matériels de transmissions électroniques et informatiques ; Réhabilitation du bâtiment abritant le Centre de Renseignement Militaire de Yaoundé									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La réfection du bâtiment du CRM a permis une meilleure coordination de ce secteur d'activités, grâce à l'installation des différents services centraux. L'acquisition de moyens de communication et de télécommunication, leur dotation à différentes échelles de la hiérarchie et des structures chargées de la collecte du renseignement ont apporté une amélioration certaine dans la performance des services concernés.									
Perspectives 2014	Les actions à mener consistent en la poursuite des efforts engagés, dans l'optique d'une meilleure couverture du territoire national. De même, des études seront menées en faveur de déploiement régional de cette activité, notamment dans les présentant des risques sécuritaires particuliers.									

Action 06 APPUI À LA FORMATION INITIALE ET CONTINUE DES PERSONNELS DES FORCES DE DÉFENSE

Le fonctionnement régulier des Ecoles et centres d'instruction des Armées a permis d'apporter la ressource humaine qualifiée nécessaire au fonctionnement efficace de l'outil de Défense nationale. Ainsi, les besoins importants dans le domaine de la formation initiale et continue des personnels militaires de rang, sous-officiers et officiers ont donné lieu à l'organisation de nombreux stages et formations qualifiantes permettant aux personnels des catégories sus évoquées des connaissances et aptitudes nécessaires à la conduite opérationnelles des missions de combat.

Toutefois, il est nécessaire de souligner que malgré les efforts consentis, l'offre de formation demeure insuffisante dans la mesure où il faut non seulement fournir du personnel aux formations nouvellement créées, mais aussi faire face à la demande croissante des effectifs nécessaires à la mobilisation tant à l'intérieur (sécurisation du territoire) qu'à l'extérieur (opérations extérieures de maintien de la Paix).

OBJECTIF	Former en quantité et en qualité voulue les personnels des Armées								
Indicateur	Intitulé:	Nombre des stagiaires formés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE			
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	0.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	5720.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP			
	1 804 378 000	1 804 378 000	1 761 603 753	1 761 603 753	1 680 177 222	1 680 177 222	95 %	95 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les unités opérationnelles ont besoin d'un personnel qualifié et compétent, disposant de connaissances sans cesse actualisées en ce qui concerne les techniques militaires et le maniement des armements modernes.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	5 150 soldats recrutés et formés 800 sous-officiers recrutés et formés 210 élèves-officiers recrutés 2000 PNO en formation continue 50 stagiaires au SCU ; 100 stagiaires au CEM, 25 stagiaires au DEM ; 30 stagiaires à l'Ecole de la Logistique, 15 personnels au stage Maintien de la Paix 10 brevetés à l'ESIG et 03 brevetés à l'EIFORCES								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Malgré les efforts consentis et les quantités sus évoquées, l'offre de formation demeure insuffisante tant et si bien qu'il faut non seulement doter les formations nouvellement créées, mais aussi constituer des effectifs nécessaires à la mobilisation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur								
Perspectives 2014	L'augmentation de l'offre de formation nécessite au préalable la remise à niveau des centres d'instruction tant sur le plan infrastructurel que matériel.								

Action 07**COMMANDEMENT ET COORDINATION DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES AU NIVEAU DES ARMÉES**

L'accomplissement des missions de Défense du territoire menées par les unités opérationnelles des Trois Armées nécessite une coordination efficace effectué par des structures de commandement perennes et aguerries. Ces structures de commandement qui sont positionnées suivant une organisation géographique déterminée (secteurs militaires, Région Militaires et Etats-majors centraux) permettent d'obtenir un pilotage judicieux de l'action opérationnelle sur le terrain qui est un gage de réussite dans l'accomplissement des missions. Dans ce cadre, il a été question principalement de travailler en vue d'améliorer les conditions de vie et de travail de ces structures et de les doter de matériels courants et spécifiques nécessaires pour un meilleur rendement, une transmission des ordres et une remontée des informations efficaces et enfin une meilleure mobilité des structures d'inspections et de contrôle.

OBJECTIF	Commander et Coordonner avec efficacité l'activité des unités opérationnelles des Armées								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de réunions de coordination, de missions de contrôle et d'inspection organisés au niveau des structures des Armées;				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE			
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	812.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	913.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP			
	6 544 917 000	5 901 274 000	8 868 032 245	8 224 389 245	7 829 248 502	7 829 023 502	95 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Attaques aux frontières et incursions de la rébellion SELEKA à l'Est et de la secte BOKO HARAM au Nord.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	02 Réunions statutaires de coordination organisées chaque semaine dans chaque Etat-major d'armée 02 Réunions du COIA par semaine à l'Etat-major des Armées 02 missions d'inspection technique par an au sein de chaque Etat-major d'armée Plusieurs missions du CEMA dans les 3 régions militaires Missions des Chefs d'Etat-major des différentes Armées								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Ces réunions ont permis d'apprécier les différents renseignements opérationnels en vue d'orienter les décisions stratégiques de la très haute hiérarchie.								
Perspectives 2014	Poursuite des actions engagées, multiplier les inspections techniques en vue de l'amélioration de la mise en condition opérationnelle des forces. Un effort particulier sera mis sur les missions de contrôle, afin de s'assurer du respect des procédures dans la dépense publique pour une meilleure maîtrise du concept de budget programme.								

Action 08**COMMANDEMENT ET COORDINATION DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES DE LA SANTÉ MILITAIRE**

Les problématiques de santé publique dans le milieu militaire font l'objet d'analyse spécifique et de réponses adaptées permettant de maintenir en tout temps une condition physique adaptée aux exigences et nécessités opérationnelles. La coordination des unités opérationnelles de santé militaire de tout les échelons (infirmeries, centre médicaux et hopitaux de Région) ont nécessité l'implication quotidienne des structures de commandement adaptées. Dans ce cadre, les différentes campagnes de santé organisées ont permis à la santé militaire non seulement de s'intégrer au dispositif national de lutte contre les pandémies, épidémies, et maladies émergentes et ré émergentes, mais aussi de circonscrire au niveau minimum les menaces sanitaires pouvant mettre en péril les capacités opérationnelles des Forces.

OBJECTIF	Commander et coordonner avec efficacité l'activité des unités opérationnelles de Santé Militaire								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de réunions de coordination, de missions de contrôle et d'inspection organisés dans les structures de santé militaire				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE			
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	591.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	665.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE CP		
	77 000 000	77 000 000	77 000 000	77 000 000	69 595 000	69 595 000	90 % 90 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La recrudescence de certaines maladies et épidémies a conduit à l'implication de la santé militaire dans le programme national de prise en charge principalement dévolu au MINSANTE. Ceci a conduit à un redéploiement des unités opérationnelles de la santé militaire.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Séminaires de formation des pairs éducateurs du VIH/SIDA Organisation de campagnes de vaccinations Organisation de campagnes de sensibilisation sur les maladies émergentes et ré émergentes Participation aux opérations de recrutement								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les différentes campagnes organisées ont permis à la santé militaire de s'intégrer au dispositif national de lutte contre les pandémies, épidémies, et maladies émergentes et ré émergentes.								
Perspectives 2014	Avec la dotation de véhicules aux commandants de régions de santé, les réunions de coordination et missions de contrôle vont être organisées.								

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 168

COORDINATION ET PILOTAGE DE LA POLITIQUE DE DEFENSE
NATIONALE

Responsable du programme

HAMADOU VINDJEDOU

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Promouvoir et assurer une gestion saine et rigoureuse des moyens mis à la disposition du Ministère de la Défense afin d'atteindre avec efficacité et efficience les objectifs fixés.	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de missions de contrôle, d'inspections et de réunions de coordination effectuées au MINDEF
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	1043.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	1184.0
	Année cible:	2013
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: COORDINATION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES DU MINISTÈRE DE LA DEFENSE Action 02: SATISFACTION DES CHARGES COMMUNES DU MINISTÈRE DE LA DEFENSE Action 03: COOPÉRATION MILITAIRE INTERNATIONALE Action 04: APPUI INSTITUTIONNEL AU SUIVI ET À L'ELABORATION DE LA POLITIQUE DE DEFENSE NATIONALE Action 05: APPUI INSTITUTIONNEL AUX ACTIVITÉS DES UNITÉS DE LA GENDARMERIE NATIONALE	
DOTATIONS INITIALES	AE 44 106 122 000	CP 43 906 122 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	HAMADOU VINDJEDOU,	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVE DU PROGRAMME

Le Programme 168 du Ministère de la Défense a été exécuté dans un contexte général caractérisé d'une part, par la résurgence des menaces non conventionnelles dans nos frontières pouvant porter non seulement atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Cameroun mais aussi handicaper lourdement son développement socio-économique.

En outre, l'année 2013 a été marquée par :

- Le déploiement de personnels dans les missions diplomatiques ;
- L'acquisition de matériels majeurs au profit des Forces de défense et le recrutement des personnels ;
- La participation active des forces de défense camerounaises aux missions de maintien de la paix notamment en RCA, au Congo.

Cet environnement est aussi marqué par l'entrée en vigueur du budget programme avec notamment la mise en place d'outils et mécanisme visant à rendre l'administration plus performante. Ceci passe par la poursuite de la mise en œuvre du pilotage et une meilleure coordination de l'ensemble des structures du MINDEF en vue d'atteindre avec le minimum de moyens et le maximum d'efficacité les objectifs assignés au MINDEF. En outre cela entraîne le renforcement des organismes et actions permettant de coordonner avec efficience la mise en œuvre d'une politique publique efficace de Défense nationale au Cameroun.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

L'objectif du programme 168 du Ministère de la Défense avait pour objectif d'améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINDEF. Pour mesurer l'atteinte de cet objectif majeur, il a été retenu comme indicateur : Nombre de missions de contrôle, d'inspections et de réunions de coordinations effectuées au MINDEF dont la cible en 2013 a été fixée à 1184.

Au terme de l'année 2013 et compte tenu du niveau d'exécution des quatre programmes du département, il apparaît un taux de réalisation des activités annuelles aux alentours de 1100, ce qui permet au Ministère de la Défense, dès la première année de mise en œuvre de son programme budgétaire triennal, de se rapprocher de la cible projetée dès le départ, d'où un taux de réalisation de l'indicateur de 93%.

Cette performance a été possible grâce notamment : au renforcement de la coordination stratégique, une meilleure gestion des ressources humaines, une utilisation plus judicieuse des moyens affectés aux différents programmes ; le renforcement des capacités des personnels, et enfin, une appropriation progressive des normes et principes du budget programme au sein du Ministère.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	87.83%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 31 969 677 544	CP 31 769 677 544
(écart = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 12 136 444 456	Ecart CP 12 136 444 456
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 28 042 854 266	CP 27 933 948 982
TAUX DE CONSOMMATION	87 %	87 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>L'atteinte des résultats du programme a été possible grâce notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au renforcement de la coordination stratégique au sein du Département ; - la poursuite de la mise en place, au niveau de chaque programme, d'un cadre de suivi des actions du programme ; - un meilleur pilotage et une meilleure coordination des organismes ; - à une utilisation plus judicieuse des moyens affectés aux différents programmes ; - à une appropriation progressive des normes et principes du budget programme au sein du Département. - le renforcement des capacités des personnels. - une meilleure gestion des ressources humaines 	
PERSPECTIVES 2014	<p>Le programme 168 est le programme support du Ministère de la Défense. A ce titre, et comme dans les autres départements ministériels, il prend en charge l'ensemble des fonctions de soutien nécessaire à l'accompagnement juridique et logistique des programmes à vocation opérationnelle. Il serait également nécessaire de poursuivre la mise en place d'un cadre de pilotage de la performance conforme aux exigences de la nouvelle démarche de gestion publique axée sur les résultats. Enfin, Il est important d'accroître les moyens pour une plus grande prise en compte des besoins des Forces de défense et de leur coordination</p>	

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 COORDINATION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES DU MINISTÈRE DE LA DEFENSE

Ce résultat s'explique par une plus grande implication des différentes structures administratives dans la coordination des activités du Ministère de la Défense. Ainsi, l'internalisation des procédures relatives à la Gestion axée sur les résultats ont permis une atteinte efficiente des objectifs fixés en vue d'une meilleure conduite des politiques publiques du Ministère de la Défense. Dans ce cadre, les résultats obtenus dans le cadre des évaluations des feuilles de route ont permis au fil des années d'atteindre de très bon résultats dans l'accomplissement des actions principales du Ministère en cohérence avec les objectifs nationaux de croissance économique et d'emploi.

OBJECTIF	Accomplir avec succès l'ensemble des tâches administratives relatives au fonctionnement du Ministère de la Défense								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de réunions des structures de l'administration centrale du Ministère de la Défense				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE			
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2011							
	Valeur de référence:	144.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	162.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Ce résultat s'explique par une plus grande implication des différentes structures dans la coordination des activités du MIND?F. Les ressources affectées ont été utilisées pour les activités du programme support, et parfois en appui aux programmes opérationnels, notamment s'agissant de l'informatique, des ressources humaines, du juridique, de la logistique.							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP			
	2 107 000 000	2 082 000 000	2 099 806 752	2 074 806 752	1 930 219 491	1 905 922 162	91 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le lancement en 2013 du Budget Programme, aura nécessité la mise en place d'un cadre de pilotage de la performance. Le caractère novateur et quelque peu complexe de ce dispositif a représenté une des contraintes fortes que la présente action devait permettre de gérer. En matière de sécurité et de défense, il est indispensable de créer un cadre favorable pour gérer les différentes interventions de l'Etat.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Elaboration et suivi de la feuille de route annuelle ; Elaboration et suivi du plan d'action ministériel ; Elaboration des documents de planification et de programmation budgétaire du MINFI (Stratégie ministérielle, PAP, CDMT, PPA, etc.) Mise en place des cadres pilotages au niveau ministériel et au niveau de chaque programme Réunions de coordination des différentes administrations centrales Constructions et réhabilitations d'infrastructures								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Ce résultat s'explique par une plus grande implication des différentes structures dans la coordination des activités du MINDEF. Les ressources affectées ont été utilisées pour les activités du programme support, et parfois en appui aux programmes opérationnels, notamment s'agissant de l'informatique, des ressources humaines, du juridique, de la logistique.								

Perspectives 2014	Poursuite de la mise en œuvre du dispositif de pilotage axé sur la performance : organisation et déploiement du Contrôle de gestion prévu en 2014 + renforcement du rôle des responsables de programme et des responsables d'action Poursuite des réunions de coordination des administrations centrales
-------------------	---

Action 02 SATISFACTION DES CHARGES COMMUNES DU MINISTÈRE DE LA DEFENSE

OBJECTIF	Prendre en charge l'ensemble des besoins communs des Forces de Defense							
Indicateur	Intitulé:	Taux d'exécution du budget						
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	93.0						
	Année cible:	2013						
	Valeur Cible	97.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	38 474 205 000	38 474 205 000	25 270 921 587	25 270 921 587	23 092 040 457	23 015 539 151	91 %	91 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Elle s'inscrit dans un contexte de plus grande prise en compte des besoins des Forces de défense pour faire face aux menaces de toutes formes. Face à la montée en puissance de ces menaces, les besoins du MINDEF sont de plus en plus accrus. Il importe de donner des moyens conséquents pour satisfaire ces besoins.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Acquisitions de matériels et équipements au profit du MINDEF Maintenance des matériels majeurs du MINDEF Acquisitions de mobiliers de bureaux Organisation du 20 mai Renforcement des capacités du personnel par des formations Amélioration des conditions de travail							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Ce résultat s'explique par une meilleure mise en place de moyens et d'équipements au profit des Forces de défense.							
Perspectives 2014	Dans l'optique d'avoir une armée opérationnelle, il est impérieux de la doter en matériels et équipements adéquats.							

Action 03 COOPÉRATION MILITAIRE INTERNATIONALE

OBJECTIF	Faire fonctionner de manière optimale les missions de coopération militaire						
Indicateur	Intitulé:	Nombre de projets de coopération internationale avec les pays alliés					
	Unité de mesure	nb					
	Année de référence:	2012					
	Valeur de référence:	20.0					
	Année cible:	2013					
	Valeur Cible	28.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE CP
	1 291 606 000	1 291 606 000	1 290 604 444	1 290 604 444	23 398 444	23 398 444	1 % 1 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le monde étant devenu un village planétaire, et les pays ne pouvant plus vivre en autarcie, il est devenu nécessaire d'élargir et de fructifier les liens de coopération militaire avec les Etats amis.						
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Créations et activations de missions militaires Désignation et mise en route des personnels Acquisitions de moyens roulants						
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Absence des données des administrations déconcentrées Retards dans l'accréditation des personnels et des gestionnaires auprès des pays Les insuffisances dans les remontées des données des structures déconcentrées						
Perspectives 2014	Accentuer et renforcer la coopération militaire Donner plus de moyens pour la mise en place des projets de coopération militaire Meilleure transmission des données des ambassades						

Action 04 APPUI INSTITUTIONNEL AU SUIVI ET À L'ELABORATION DE LA POLITIQUE DE DEFENSE NATIONALE							
OBJECTIF	Piloter avec efficacité l'élaboration de la politique de Défense Nationale						
Indicateur	Intitulé:	Nombre de réunions de coordination effectués en administration centrale, nombre de missions d'inspections et de contrôle effectués sur le terrain		TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE			
	Unité de mesure	nb					
	Année de référence:	2012					
	Valeur de référence:	259.0					
	Année cible:	2013					
	Valeur Cible	291.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	2 003 311 000	1 828 311 000	1 892 269 883	1 717 269 883	1 585 720 996	1 578 514 347	83 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Réunion de coordination des administrations centrales</p> <p>Missions de contrôles, d'inspections et de conseil</p> <p>Acquisition de matériels et équipements</p>						
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>L'Appui institutionnel à la mise en œuvre et au suivi de la politique de défense nationale ont été exécutés dans un contexte budgétaire marqué par l'avènement du budget programme, et dans un souci d'avoir une administration performante, en assurant un meilleur fonctionnement des services avec un minimum de moyens. On note aussi la lutte intensive engagée par les pouvoirs publics contre la corruption et le détournement des deniers publics ; l'alignement de notre dispositif de contrôle interne et d'audit aux normes et standards internationaux en la matière.</p>						
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>Une part des ressources de la coordination a été utilisée pour le déploiement des missions de contrôle. Il s'est agi pour l'essentiel des contrôles ordinaires (enquête, mission d'inspection, mission d'audits). Ceci a pour but un Meilleur suivi et contrôle des administrations, matériels et personnels des Forces de défense.</p>						
Perspectives 2014	<p>Optimiser le suivi et le contrôle des administrations, matériels et des personnels des Forces de défense</p> <p>Prévoir des ressources budgétaires pour cette action.</p>						

Action 05**APPUI INSTITUTIONNEL AUX ACTIVITÉS DES UNITÉS DE LA GENDARMERIE NATIONALE**

Meilleur suivi et contrôle des administrations, matériels et personnels de la Gendarmerie nationale

OBJECTIF	Piloter avec efficacité l'élaboration de la politique d'utilisation des Forces de la Gendarmerie Nationale										
Indicateur	Intitulé:	Nombre de réunions de coordination en administration centrale et nombre de missions d'inspections et de contrôle effectués sur le terrain				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE					
	Unité de mesure	nb									
	Année de référence:	2012									
	Valeur de référence:	794.0									
	Année cible:	2013									
	Valeur Cible	893.0									
	Réalisation exercice (Résultat technique):										
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE				
	AE	CP	AE	CP	AE	CP					
	230 000 000	230 000 000	1 416 074 878	1 416 074 878	1 411 474 878	1 410 574 878	99 %	99 %			
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'appui institutionnel aux activités de la Gendarmerie nationale a été exécuté dans un contexte budgétaire marqué par l'avènement du budget programme, et dans un souci d'avoir une administration performante, en assurant un meilleur fonctionnement des services de la Gendarmerie nationale avec un minimum de moyens.										
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	La tenue de réunions de coordination des administrations centrales de la Gendarmerie nationale a favorisé une meilleure concertation entre les services. Missions de contrôles, d'inspections et de conseil										
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Meilleur suivi et contrôle des administrations, matériels et personnels de la Gendarmerie nationale										
Perspectives 2014	Optimiser le suivi et le contrôle des administrations, matériels et des personnels de la Gendarmerie nationale										

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 169

PARTICIPATION A L' ACTION NATIONALE DE DEVELOPPEMENT

Responsable du programme

KAMGAIN JACKSON

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Apporter un appui dans des domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des diverses sollicitations à l'endroit des structures spécialisées du MINDEF
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	50.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	75.0
	Année cible:	2013
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RELANCE DES ACTIVITÉS DU GÉNIE MILITAIRE Action 02: AMÉLIORATION DE L'OFFRE SANITAIRE DES HOPITAUX, CENTRES MÉDICAUX ET INFIRMERIES MILITAIRES Action 03: PARTICIPATION AUX MISSIONS D'ÉDUCATION NATIONALE ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 355 227 000	CP 1 355 227 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	KAMGAIN JACKSON,	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 169 du Ministère de la Défense a été exécuté en 2013 dans un contexte général caractérisé d'une part, par les éléments internes à notre pays et d'autre part, par les éléments extérieurs à l'Etat.

S'agissant des éléments internes à notre pays, l'Etat camerounais s'est fixé comme objectif de faire du Cameroun un pays émergent. A cet effet, toutes les structures étatiques et leurs démembrements doivent contribuer à l'atteinte de cet objectif important. Fort de leur potentiel en ressources humaines, infrastructurelles et en équipements, les Forces de défense peuvent non seulement remplir leurs missions régaliennes traditionnelles mais également apporter une aide significative au mouvement national de développement socio-économique. C'est ainsi que les forces de défense de part leur implantation sur l'ensemble du territoire national, du sens élevé des responsabilités et de leurs compétences avérées sont impliquées fortement dans le développement socio-économique du Cameroun. D'importants moyens ont été alloués aux forces de défense pour se doter en équipements et matériels importants pour le Génie militaire, et pour la réhabilitation et la construction d'infrastructures du Génie, des structures hospitalières et de l'enseignement. Ce contexte est aussi marqué par la poursuite des travaux de colmatage des digues de Maga, la poursuite des travaux de Génie civil dans les zones enclavées comme Bakassi. Enfin, il faut souligner la construction et la réhabilitation des édifices sociaux, l'équipement des hôpitaux, des centres médico-sanitaires et des infirmeries de formations ; La participation à l'éducation et à la réinsertion des militaires à la retraite dans la vie civile;

Quant aux éléments externes à notre l'Etat, il faut relever l'aboutissement des conventions d'équipements majeurs pour le Génie.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

L'objectif du programme 169 était d'apporter un appui dans les domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun. Relativement aux domaines de compétences du Ministère de la Défense, il s'agissait de porter le taux de réalisation des diverses sollicitations à l'endroit des structures spécialisées du MINDEF à hauteur de 75%. En 2013, on peut relever une augmentation des travaux routiers de désenclavement, l'accès aux soins de santé primaire pour les populations, l'éducation et la réinsertion des militaires. Globalement, le résultat obtenu au 31 décembre 2013 se situe à 80% de l'objectif fixé par l'indicateur. Le résultat technique est de 70% pour l'année 2013. Par rapport à l'année 2012, ce taux augmente de 10%.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	70 %	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 241 598 243	CP 1 241 598 243
(écart = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 113 628 757	Ecart CP 113 628 757
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 139 116 645	CP 1 134 216 645
TAUX DE CONSOMMATION	91 %	91 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	L'objectif n'a pas été atteint du fait de la montée en puissance du Génie militaire. Le matériel du Génie militaire était obsolète depuis quelques années et l'année 2013 consacrera l'acquisition et la livraison du matériel du Génie militaire.	
PERSPECTIVES 2014	Les perspectives envisagées dans le cadre de la réalisation de l'objectif de ce programme en 2014 sont orientées vers les points principaux suivants : La poursuite de la politique d'équipement du Génie militaire, des structures hospitalières et d'enseignement ; La poursuite de la construction des infrastructures pour le Génie militaire, les structures hospitalières, et les écoles ; Le recrutement, la formation et l'entraînement des personnels aptes à remplir leurs missions au Génie militaire ; La poursuite de l'installation des structures du Génie, des hôpitaux et des écoles dans le territoire national ; La poursuite de l'éducation et de la réinsertion des militaires ; L'accès aux soins de santé primaires des populations ; La mise en place de moyens supplémentaires pour ces structures.	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 RELANCE DES ACTIVITÉS DU GÉNIE MILITAIRE

L'objectif n'a pas été atteint du fait de la montée en puissance du Génie militaire. Le matériel du Génie militaire était obsolète depuis quelques années et l'année 2013 consacrera l'acquisition et la livraison du matériel du Génie militaire.

OBJECTIF	Donner un appui technique à l'effort national de construction et de réhabilitation des infrastructures vitales pour le développement										
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des sollicitations relatives aux travaux de Génie civil				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE					
	Unité de mesure	%									
	Année de référence:	2012									
	Valeur de référence:	50.0									
	Année cible:	2013									
	Valeur Cible	75.0									
	Réalisation exercice (Résultat technique):										
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE				
	AE	CP	AE	CP	AE	CP					
	483 500 000	483 500 000	462 577 366	462 577 366	449 727 364	449 727 364	97 %	97 %			
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Ces réalisations visent à renforcer le lien armée nation dans le cadre des actions civilo-militaires pour l'atteinte de l'émergence à l'horizon 2035, et surtout à faire rayonner l'image de marque des Forces de défense. Elles visent aussi à améliorer les conditions de travail des personnels.										
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Construction des hangars à la Base du Génie Militaire ZAMENGOUE ; Sécurisation de la base du Génie Militaire à Zamengoué ; Acquisition des engins ; Intervention urgence pour la construction des digues suite aux inondations à MAGA. Réhabilitation route MUDEMBA –ISSANGUELE ; Travaux cinquantenaire de la Réunification à Buéa Construction immeubles abritant le SED / CACVG ; Aménagements du parc National de BOUBA-NDJIDDA ; Construction des Postes de Commandement des 11° et 31° REGEN ; Aménagement des routes et logements des pêcheurs à ISSANGUELE ; Construction d'une clôture pour la sécurisation du bloc 1 de la base génie de Zamengoué 1°phase Construction d'un deuxième hangar pour abriter les engins sur la base génie de Zamengoué Aménagement du hangar pour la sécurisation des engins du génie militaire à Zamengoué (tapis roulant) Acquisition de machines et installations techniques spécifiques du génie Achèvement d'un mur de soutènement										
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Réalisation de toutes les sollicitations gouvernementales et actions civilo-militaires à 80%.										

Perspectives 2014	<p>En dehors des missions régaliennes dévolues au Génie Militaire, étendre ses activités dans le cadre des actions de participation au développement national, en cas de catastrophe et travaux d'intervention d'urgence cela implique :</p> <p>Accroissement du parc ;</p> <p>Le recrutement et la formation des personnels</p> <p>La maintenance des équipements ;</p> <p>D'où la nécessité d'augmenter les moyens alloués au Génie militaire.</p>
-------------------	--

Action 02**AMÉLIORATION DE L'OFFRE SANITAIRE DES HOPITAUX, CENTRES MÉDICAUX ET INFIRMERIES MILITAIRES**

L'activation des services spécialisés dans les Hôpitaux Militaires de Région N° 1 et 2 et leurs équipements tout comme la construction de certaines infirmeries de formations ont permis d'atteindre ce résultat à près de 85%.

OBJECTIF	Améliorer en quantité et en qualité le plateau technique des unités opérationnelles de santé militaire pour appuyer la politique nationale de santé publique									
Indicateur	Intitulé:	Capacité d'accueil des infirmeries, centres médicaux et hôpitaux Militaires			TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE					
	Unité de mesure	nb								
	Année de référence:	2012								
	Valeur de référence:	644.0								
	Année cible:	2013								
	Valeur Cible	744.0								
	Réalisation exercice (Résultat technique):									
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE CP			
	796 627 000	796 627 000	705 294 461	705 294 461	620 763 270	615 863 270	88 % 87 %			
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action se met en œuvre dans un contexte où les Forces de défense se préoccupent de plus en plus des conditions de vie, de santé et de travail des personnels et de leurs familles ainsi que dans un environnement où les Forces de défense doivent contribuer à rehausser la qualité de l'offre sanitaire du Cameroun. Enfin, la participation des Forces de défense camerounaises aux missions de maintien de la paix implique de facto celle des personnels militaires à ces missions mais aussi aux actions humanitaires auprès des frontières notamment pour l'accueil des réfugiés centrafricains ou pour la prise en charge médicale du personnel mobilisé dans les théâtres d'opération relative à la sécurisation de la sous région et du golfe de guinée.									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Activation des services spécialisés aux Hôpitaux Militaires n° 1 ,2 Construction local pour scanner de 16 barrettes pour HMR1 Construction morgue HMR1 EKOUNOU Construction infirmerie de garnison (2e BIR, BANL) Equipements des hôpitaux et services spécialisés en matériels (chirurgie B HMR2, Ophtalmologie, Gastroentérologie HMR1) Acquisition d'un logiciel de gestion intégrale des structures hospitalières ' Acquisition matériel informatiques et transmission spécifiques Acquisition moyens roulants (Ambulance HMR1)									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'activation des services spécialisés dans les Hôpitaux Militaires de Région N° 1 et 2 et leurs équipements tout comme la construction de certaines infirmeries de formations ont permis d'atteindre ce résultat à près de 85%.									
Perspectives 2014	Achèvement de la construction des Hôpitaux de Région N°3 et d'Instruction de Référence d'Application des Armées de Yaoundé Doté les Forces de défense en quantité et en qualité des moyens de secours à victime (ambulances), triage (matériel de diagnostic ; ambulances médicalisées) et de traitement (équipements de soins).									

Action 03		PARTICIPATION AUX MISSIONS D'ÉDUCATION NATIONALE ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE						
OBJECTIF	Améliorer en quantité et en qualité l'offre pour apporter un appui à la politique nationale d'éducation et de formation professionnelle							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de personnes formées						
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	3890.0						
	Année cible:	2013						
	Valeur Cible	4190.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	75 100 000	75 100 000	73 726 416	73 726 416	68 626 011	68 626 011	93 %	93 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action s'inscrit dans un contexte de facilitation de l'accès à l'éducation aux enfants des militaires dans les zones d'accès difficiles et la réinsertion des militaires à la retraite dans la vie civile. En outre elle vise à contribuer à relever le niveau d'éducation et de scolarisation des citoyens camerounais.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Construction de 03 salles de classe au RASA ; Stages au profit militaires du génie OIFP Garoua en vue de leur reconversion ; Acquisition du matériel didactique ; Participation des équipes militaires dans les compétitions sportives nationales et internationales ;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le fonctionnement régulier des écoles primaires et maternelles construits à l'intérieur des camps militaires a permis dans le cadre d'une collaboration étroite avec les services du Ministère de l'Education de Base a permis d'augmenter significativement l'offre en matière d'éducation dans les zones géographiques d'implantation.							
Perspectives 2014	Donner une nouvelle orientation à l'action en lui attribuant des ressources en personnel et des provisions financières adéquates.							

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 170

PARTICIPATION A LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS

Responsable du programme

ELOKOBI DANIEL NJOCK

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Garantir les conditions de sécurité et de paix favorables au développement	
Indicateur	Intitulé:	Taux de criminalité
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	24.7
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	22.7
	Année cible:	2013
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DES UNITÉS DE SAPEURS-POMPIERS Action 02: INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ROUTIÈRE Action 03: AMÉLIORATION DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE MILITAIRE ET DES CONDITIONS DE DÉTENTION DANS LES PRISONS MILITAIRES Action 04: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES RESSOURCES HUMAINES Action 05: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES TRANSMISSIONS DES FORMATIONS ET UNITÉS OPÉRATIONNELLES CONCOURANT À LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS Action 06: COMMANDEMENT ET SOUTIEN DES FORMATIONS DE LA GENDARMERIE NATIONALE ET DU CORPS NATIONAL DES SAPEURS POMPIERS Action 07: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'INTERVENTION EN MAINTIEN DE L'ORDRE Action 08: INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET LE RENFORCEMENT DE LA COLLECTE DU RENSEIGNEMENT	
DOTATIONS INITIALES	AE 50 342 428 908	CP 48 175 703 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ELOKOBI DANIEL NJOCK,	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 170 du Ministère de la Défense a été exécuté dans un contexte général 2013 marqué non seulement par des facteurs internes à notre pays mais également par des facteurs extérieurs.

S'agissant des facteurs internes à notre pays, il faut relever tout d'abord que la mise en place progressive des institutions prévus par la constitution de 1996 ont conduit à la tenue des premières élections sénatoriales (14 avril) et des élections législatives et municipales (30 septembre) avec son corolaire de contestations et de manifestations. Lesquelles générèrent un important défi sécuritaire pour les forces de maintien de l'ordre. Dans le même ordre d'idée, la forte pression sociale causée par la persistance des problèmes d'eau et d'électricité qui sont allés en s'intensifiant pouvant créer à tout instant des mouvements d'humeur des populations. Enfin la tenue du dernier match qualificatif pour la coupe du monde 2014 à Yaoundé, la tenue d'une conférence du Golfe de Guinée sur la sécurité maritime (laquelle a jeté les jalons d'une mutualisation des forces afin de relever les défis auxquelles la zone est confrontée) la survenances des incendies dans les marchés et complexes commerciaux (Douala, Bafoussam, Dimako, Bertoua, Batouri,...), les enlèvement des étrangers dans certaines régions du pays

sont comme les autres faits cités plus haut, autant d'évènements qui ont maintenu les forces concourant à la protection des personnes et des biens en alerte constante.

Quant aux éléments externes à notre l'Etat, les facteurs suivants ont fortement influencé l'objectif du programme 170 en 2013 : les évènements en Centrafrique ont provoqué dans les régions administratives frontalières des accrochages entre les bandes armées (séléka et anti-balaka) et les forces de sécurité de notre pays, ainsi qu'un mouvement de réfugiés parmi lesquelles se trouvent des individus peu scrupuleux; le renforcement des contrôles des forces de sécurité pour assurer notamment une plus grande sécurisation du transit des marchandises sur le corridor Douala-N'Djamena-Bangui.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

L'objectif du programme 170 était d'améliorer le niveau de sécurité des personnes et des biens dans nos agglomérations. Relativement aux domaines de compétences du Ministère de la Défense, il s'agissait de parvenir à réduire la criminalité (taux) à un niveau au moins égal à celui prévu par la loi de finances 2013, soit un taux de criminalité de 23%. Globalement, le résultat obtenu au 31 décembre 2013 se situe à **23,73%**, soit un taux de réalisation de **96,92%**. Par rapport à l'année 2012, ce taux se réduit de **-5,08%**.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	23,73%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 49 349 995 157	CP 47 183 269 249
(écart = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 992 433 751	Ecart CP 992 433 751
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 46 815 701 850	CP 46 790 310 475
TAUX DE CONSOMMATION	94 %	99 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Les résultats obtenus ont été grandement influencés par une insuffisance de moyens aussi bien financiers, humains que matériels. En effet, la quasi-totalité des unités opérationnelles manque de personnels), de matériels (inexistence de la valise de police technique et scientifique, des imprimés des pièces périodiques, etc.) et les provisions allouées ne permettent pas de couvrir de l'ensemble des charges relatifs à la production des différents procès verbaux tout au long de l'année.	
PERSPECTIVES 2014	Les perspectives envisagées dans le cadre de la réalisation de l'objectif de ce programme en 2014 sont orientées vers les points principaux suivants : La poursuite de la politique d'équipement spécifique et de mobilité des forces concourant à la protection des personnes et des biens ; Le recrutement, la formation et l'entraînement des personnels concourant à la protection des personnes et des biens en adéquation avec les nouvelles formes de menaces ; L'activation de nouvelles unités dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de la politique « gendarmerie de proximité » pour un meilleur quadrillage serré du territoire national ; L'amélioration des conditions de vie et de travail à travers la construction des logements d'astreinte et la construction des locaux au profit des unités opérationnelles.	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DES UNITÉS DE SAPEURS-POMPIERS								
OBJECTIF	Réduire les délais d'intervention des unités opérationnelles des Sapeurs-Pompiers							
Indicateur	Intitulé: Délais d'intervention des unités opérationnelles des Sapeurs-Pompiers							
	Unité de mesure mn							
	Année de référence: 2012							
	Valeur de référence: 30.0							
	Année cible: 2013							
	Valeur Cible 27.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE	DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 002 000 000	447 000 000	1 449 311 608	894 311 608	886 480 957	886 480 957	61 %	99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte qui a prévalu au cours de la mise en œuvre de cette action a été marqué par l'amélioration et le renforcement de la présence des unités opérationnelles des sapeurs pompiers dans les villes de plus 50.000 habitants.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>Au cours de l'exercice 2013, plusieurs activités programmées dans le cadre de cette action ont été menées à terme. Parmi les plus marquantes, on peut citer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Acquisition de matériels spécifiques de lutte contre les incendies - Construction des locaux devant abriter les unités opérationnelles des sapeurs pompiers <p>Organisation des stages de renforcement des capacités en matière de lutte contre les incendies</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La qualité du résultat obtenu se justifie par la validation et la mise en œuvre de la première phase de la politique d'équipement et d'entraînement du Corps National des Sapeurs-pompiers.							
Perspectives 2014	<p>Dans la poursuite de l'amélioration constante de l'atteinte de l'objectif de cette action, les actions suivantes sont envisagées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réduction des délais Poursuite de la construction des unités des opérationnels des Sapeurs-pompiers - Activation des nouveaux Centres de secours - Equipement des centres de secours <p>Renforcement des capacités des personnels du corps national des sapeurs-pompiers</p>							

Action 02 INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ROUTIÈRE

OBJECTIF	Réduire le nombre d'accidents sur les axes routiers								
Indicateur	Intitulé:	Nombre morts dus aux accidents de la route						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2011							
	Valeur de référence:	1113.0							
	Année cible:	2013							
	Valeur Cible	1070.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	190 000 000	190 000 000	405 653 994	405 653 994	403 211 351	403 211 351	99 %	99 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte de mise en œuvre est marqué par la recherche d'une solution adéquate aux accidents de circulation qui est un véritable problème de politique public. Ainsi les unités de police de la route sont-elles mises à contribution avec une mission à caractère préventif et répressif.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, les activités inscrites ont été toutes réalisées : parmi les plus significatives on a :</p> <ul style="list-style-type: none"> Acquisition de matériels de lutte contre l'insécurité routière Organisation en permanence des campagnes de sécurité routière pendant les moments les plus sensibles Organisation des stages spécifiques en matière de prévention routière 								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les résultats probants obtenus sont la résultante de la mise en œuvre sur certains axes principaux (axe triangle de la mort) d'une véritable politique de sécurité routière axée sur une méthode dual : la prévention et la répression.								
Perspectives 2014	<p>Les perspectives envisagées en 2014, dans le cadre de cette action :</p> <ul style="list-style-type: none"> Poursuite de l'équipement des forces de police de la route ; Poursuite de la formation et de l'entraînement des forces de police de la route ; Poursuite de la sensibilisation des usagers pour l'adoption d'un comportement citoyen et sécurisant sur nos axes routiers. 								

Action 03 AMÉLIORATION DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE MILITAIRE ET DES CONDITIONS DE DÉTENTION DANS LES PRISONS MILITAIRES					
OBJECTIF	Faire fonctionner de manière optimale les juridictions militaires				
Indicateur	Intitulé: Taux du traitement du contentieux par les juridictions militaires	TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE			
	Unité de mesure %				
	Année de référence: 2011				
	Valeur de référence: 60.79				
	Année cible: 2013				
	Valeur Cible 65.79				
	Réalisation exercice (Résultat technique):				
CRÉDITS	DOTATION INITIALE	DOTATION RÉVISÉE	CONSOMMATION	TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE CP	AE CP	AE CP	AE	CP
	673 500 000 327 500 000	673 500 000 327 500 000	315 249 260 315 249 260	46 %	96 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte de mise en œuvre de cette action est assez favorable avec la mise en œuvre de la nouvelle réorganisation de la justice militaire et le déploiement des personnels spécialistes arrivés au terme de leur formation. Il est marqué par l'activation de 02 nouveaux tribunaux militaires (de 05 on en est à 07 à présent) dans les régions de l'Est et de l'Extrême-nord et ainsi permettre un meilleure maillage du territoire par les juridictions militaires.				
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>Dans le cadre de la mise œuvre de cette action, l'ensemble des activités programmées ont été menées à terme :</p> <p>Activation des tribunaux militaires de Bertoua et Maroua</p> <p>Construction de la 1° phase des Tribunaux nouvelles activés (Maroua et Garoua) ;</p> <p>Achèvement de la chambre militaire de la cour d'appel de Buéa</p> <p>Réhabilitation de la prison militaire de Yaoundé</p> <p>Recrutement et la formations des auditeurs de justices et des greffiers en liaison avec l'ENAM</p>				
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Si les résultats obtenus semblent probants (cela étant dus essentiellement au travail acharné abattu par les personnels de la justice militaire), il aurait pu être encore mieux si certaines difficultés n'existaient pas il s'agit notamment du manque de personnel, une surcharge de travail, des moyens assez limités, etc.				
Perspectives 2014	<p>Les perspectives sont les suivantes dans cette action:</p> <p>Poursuite du recrutement et de la formation des auditeurs de justice ;</p> <p>Poursuite de la construction des tribunaux de Maroua et de Bertoua ;</p> <p>Acquisition de la documentation spécialisée et d'équipements des tribunaux</p> <p>Poursuite des activations de nouveaux tribunaux (Bamenda, Ngaoundéré et Ebolowa)</p>				

Action 04 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Former en quantité et en qualité voulue les personnels concourant à la protection des personnes et des biens							
Indicateur	Intitulé:	nombre de stagiaires formés						
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	3150.0						
	Année cible:	2013						
	Valeur Cible	3550.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	248 400 000	248 400 000	248 150 000	248 150 000	233 943 005	233 943 005	94 %	94 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte est marqué par un besoin criard en formation des personnels face à de nouvelles formes de criminalité, d'utilisation d'armes non létale en maintien de l'ordre, d'entraînement aux techniques d'intervention en cas de sinistre, etc							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	La majorité des activités programmées ont été menées à terme. Parmi les principales, on peut citer : Recrutement des personnels des Forces de Défense Formations continue et recyclage des personnels							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les résultats obtenus sont dus à l'amélioration des capacités d'accueil des centres d'instructions et autres écoles, la réactivation de certains stages spécifiques d'apprentissage à l'utilisation du nouveau matériel acquis.							
Perspectives 2014	Les perspectives envisagées en 2014 sont les suivantes : Amélioration du cadre de l'instruction par les réhabilitations d'infrastructures ; La refondation des programmes d'instruction pour les adapter au contexte sécuritaire actuel ; Equipement des centres d'instruction en matériels didactiques Amélioration des conditions de vie dans les centres et écoles de formations Organisation plus régulières des séminaires sur des sujets présentant un intérêt certain pour la protection des personnes et des biens.							

Action 05		RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES TRANSMISSIONS DES FORMATIONS ET UNITÉS OPÉRATIONNELLES CONCOURANT À LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS						
OBJECTIF	Améliorer la transmission des informations et la réactivité des unités opérationnelles concourant à la protection des personnes et des biens							
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage des unités connectés au réseau des transmissions						
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2011						
	Valeur de référence:	14.66						
	Année cible:	2013						
	Valeur Cible	21.66						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	177 000 000	177 000 000	166 700 000	166 700 000	157 746 393	147 330 009	94 %	88 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte est marqué par les difficultés en matériels et personnels des équipements des centres de transmissions et la relance des activités de veille des centres opérationnelles de la gendarmerie en charge de la gestion des appels de détresse.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Plusieurs activités ont été menées au cours de cet exercice, il s'agit notamment de : Acquisition des équipements spécifiques pour les centres opérationnels de Gendarmerie Equipements de centres de transmissions de données de certaines unités non connectées							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La vétusté et défectuosité des équipements et matériels des Centres de Transmission de Données et des COG (insuffisance de pièces de rechanges) et surtout l'absence de personnels qualifiés sont autant d'obstacles à l'atteinte de l'objectif visé							
Perspectives 2014	Les perspectives envisagées en 2014, sont entre autres : L'acquisition et installations des équipements des certains CTD et des COG Acquisition de plusieurs lots de pièces de rechange pour la maintenance des appareils en panne Recrutement et formation des personnels ayant des connaissances en électronique, en transmission et informatique.							

Action 06		COMMANDEMENT ET SOUTIEN DES FORMATIONS DE LA GENDARMERIE NATIONALE ET DU CORPS NATIONAL DES SAPEURS POMPIERS								
OBJECTIF	Assurer efficacement le soutien logistique des unités opérationnelles concourant à la protection des personnes et des biens									
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage des matériels fonctionnels des unités opérationnelles de la Gendarmerie et des Sapeurs-pompiers			TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE					
	Unité de mesure	%								
	Année de référence:	2011								
	Valeur de référence:	52.17								
	Année cible:	2013								
	Valeur Cible	57.17								
Réalisation exercice (Résultat technique):										
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE CP			
	43 837 933 000	43 184 933 000	42 491 756 328	41 838 756 328	41 539 420 538	41 539 345 538	97 % 99 %			
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte est marqué par le rapport très déficitaire de l'offre et des besoins plus qu'important des unités opérationnelles en matière de logistique.									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	La plupart des activités programmées ont été exécutées. Il s'agit principalement de : Amélioration des conditions de vie et de travail des personnels Equipement des certaines unités opérationnelles Contrôle et inspection du service dans les unités opérationnelles									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les résultats obtenus ont été grandement influencés par la rareté et toutes les difficultés liées à la maintenance des matériels lourds et à la logistique des unités opérationnelles.									
Perspectives 2014	Les perspectives en 2014 sont entre autres : Améliorer le système d'approvisionnement en matériels et pièces de rechange pour le maintien en conditions des matériels Réhabiliter les échelons de maintenance et d'approvisionnement des unités déconcentrées Multiplier les contrôles et inspections inopinées sur le service sur tout le territoire Améliorer les conditions de vie et de travail des personnels de l'administration centrale des différents corps concourant à la protection des personnes et des biens									

Action 07 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'INTERVENTION EN MAINTIEN DE L'ORDRE						
OBJECTIF	Assurer efficacement les missions de maintien de l'ordre					
Indicateur	Intitulé: Pourcentage des Escadrons et Pelotons mobiles de Gendarmerie conformes au TED	TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE				
	Unité de mesure %					
	Année de référence: 2011					
	Valeur de référence:					
	Année cible: 2013					
	Valeur Cible					
	Réalisation exercice (Résultat technique):					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE	DOTATION RÉVISÉE	CONSOMMATION	TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 137 000 000	1 137 000 000	372 750 000	372 750 000	354 953 455	354 953 455
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte de mise en œuvre est celui marquant la tenue des consultations électorales (sénatoriales, législatives et municipales), la tension sociale du fait de crise d'approvisionnement en énergie (eau, gaz domestique, électricité...) avec comme incidence une application de la police administrative qui a notamment mission la prévention et la répression des troubles à l'ordre public.					
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Parmi les activités majeurs de cette action en 2013, on peut citer : Acquisition des matériels spécifiques de maintien de l'ordre Maintien en condition du matériel majeur de maintien de l'ordre (acquis dans le cadre des conventions) Activations des nouveaux escadrons et pelotons mobiles de la gendarmerie					
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les résultats probants se justifient par l'acquisition d'un certain nombre de matériels majeurs (plusieurs véhicules d'intervention et de dispersion sachant que l'unité vaut 500 millions FCFA) et le renforcement des unités en personnels avec la sortie des cuvées 2012 des centres d'instruction.					
Perspectives 2014	Les perspectives en 2014 sont : Construction des locaux des Groupes d'escadrons nouvellement créés et activées (Bertoua et Ebolowa) Poursuite de la réhabilitation de certaines unités mobiles Maintien en condition des matériels acquis Entrainement des forces formées aux techniques nouvelles de maintien de l'ordre et d'intervention					

Action 08		INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE LA GRANDE CRIMINALITE ET LE RENFORCEMENT DE LA COLLECTE DU RENSEIGNEMENT					
OBJECTIF	Améliorer la lutte contre toutes les formes de criminalité						
Indicateur	Intitulé:	Taux de criminalité					
	Unité de mesure	%					
	Année de référence:	2012					
	Valeur de référence:	24.7					
	Année cible:	2013					
	Valeur Cible	22.7					
	Réalisation exercice (Résultat technique):						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE CP
	3 076 595 908	2 463 870 000	3 542 173 227	2 929 447 319	2 924 696 901	2 909 796 900	85 % 99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte de mise en œuvre est marqué par la recrudescence du grand banditisme liée à des facteurs internes et externes à notre pays, l'apparition des nouvelles formes de criminalité comme la cybercriminalité, les prises d'otage des étrangers etc.						
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>Parmi les activités majeures menées, on peut citer :</p> <p>La poursuite des opérations de lutte contre le phénomène des coupeurs de route et des prises d'otage</p> <p>L'acquisition des matériels majeurs de lutte contre la criminalité</p> <p>La construction des locaux des brigades et des postes de gendarmerie</p> <p>L'acquisition des moyens de lutte complémentaires contre la cybercriminalité</p> <p>L'activation des nouvelles structures opérationnelles</p> <p>L'entraînement des forces aux nouvelles techniques d'intervention et d'investigation judiciaire</p> <p>Le renforcement de la collaboration entre la population et les forces de sécurités</p>						
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les résultats obtenus est la résultante de la combinaison de la mise en œuvre de la politique d'une gendarmerie de proximité et d'équipement en moyens de mobilité des unités de gendarmerie. Cependant le manque de personnels est un véritable handicap.						
Perspectives 2014	<p>Les perspectives envisagées en 2014 sont :</p> <p>La poursuite de la mise en œuvre de la politique d'une gendarmerie de proximité</p> <p>La poursuite de la construction des unités et formations nouvellement activées</p> <p>Le recrutement et formation des personnels</p> <p>L'acquisition des matériels et équipements de lutte contre la cybercriminalité</p> <p>L'acquisition des matériels de police scientifique et technique.</p>						

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan de mise en œuvre du PPA 2013 du Ministère de la Défense permet d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du département, mais aussi d'entrevoir des perspectives à court et à moyen terme, eu égard aux leçons apprises.

De manière générale, la première année de mise œuvre du budget programme aura permis au Ministère de la Défense de prendre une meilleure mesure de l'effort à entreprendre pour parvenir à une gestion efficiente des finances publiques : d'abord en tant que ministère dépensier, ensuite en sa qualité de précurseur et de coordonnateur de l'ensemble des activités afférentes à la mise en œuvre du Nouveau Régime Financier de l'Etat.

Si ces premiers résultats peuvent sembler encourageants dans l'ensemble, certaines corrections légères méritent d'être apportées à la présentation des programmes, au contenu des actions et à la mesure des performances attendus du Ministère de la Défense.

La concrétisation de chacun de ces programmes budgétaires a été envisagée par la mise en œuvre des actions et activités cohérentes, tendant à l'atteinte des objectifs clairement identifiés et mesurables par l'entremise des indicateurs de performance spécifiques et fixés à l'avance.

A titre d'illustration et sans être exhaustif, il s'est agi principalement pour le Ministère de la Défense de mener les activités suivantes pour chacun des programmes budgétaires mis en œuvre :

Renforcement de la Défense du Territoire :

L'impératif de l'amélioration du dispositif de défense du territoire a donné lieu à la réalisation des actions suivantes :

- l'activation de nombreuses unités opérationnelles (11e Brigade d'infanterie Motorisée, Bataillons d'infanterie, Bases aériennes et Régiments de Génie Militaire) en vue de compléter le dispositif de défense du territoire ;
- la formation et le renforcement des compétences des personnels à travers les recrutements, les formations initiales et continues des personnels des Forces de Défense (2350 militaires de rang, 436 sous-officiers);
- l'acquisition des moyens roulants (camions de transport des troupes et pickup) qui ont accru la mobilité et l'opérationnalité des troupes dans les Armées ;
- le lancement des opérations visant l'acquisition de nombreux aéronefs et hélicoptères de combat qui permettront d'accroître la capacité opérationnelle des Forces aériennes;
- le lancement des opérations visant l'acquisition des vecteurs navals nouveaux et la réhabilitation des existants pour une meilleure sécurisation de la façade maritime ;
- la construction et la réhabilitation d'infrastructures à usage de bureaux, Postes de Commandement jouant un rôle important pour la matérialisation de la présence de nos unités opérationnelles pour la couverture de nos frontières ;

Participation à la protection des personnes et des biens

Les Forces de Défense consentent des efforts considérables dans la préservation des conditions de paix et de sécurité favorables au développement économique et social. La réalisation de cet impératif a été concrétisée cette année par:

- la mise en place de nouvelles unités de sapeurs-pompiers notamment les centres de secours de Bertoua et de Sangmélima ;
- la poursuite de l'acquisition des équipements spécifiques des sapeurs-pompiers, des équipements de transmission et de matériels informatiques;
- l'acquisition des matériels de lutte contre l'insécurité routière (motos, radars, éthylotests et éthylomètres), et la descente fréquente de nos équipes sur le terrain ont permis de réduire le taux de mortalité dû aux accidents sur les axes routiers ;
- le renforcement continu des compétences des personnels des unités concourants à la protection des personnes et des biens ;
- la construction et la réhabilitation des 27 Brigades et Postes de Gendarmerie qui a permis de réaliser un meilleur maillage du territoire national, qui reste une condition essentielle en vue de la mise en place Gendarmerie de proximité ;
- la construction et la réhabilitation de logements d'astreinte qui a permis d'améliorer le cadre de vie et de travail des personnels dans certaines localités reculées ;

Participation à l'action nationale de développement :

De plus en plus sollicités, le Génie Militaire et les unités opérationnelles de Santé Militaire participent de manière significative à la croissance et au développement de notre nation. A ce titre et au courant de l'année qui s'achève les activités suivantes ont été menées :

- l'acquisition des engins lourds du Génie Militaire permettant ainsi l'exécution des missions confiées au Génie Militaire dans le respect des délais et de la qualité de l'ouvrage ;
- l'activation de deux Régiments du Génie Militaire (Garoua et Sangmélima) qui permettront d'apporter en plus des compétences relatives à leur cœur de métier, des solutions locales aux problèmes de réhabilitation et de construction d'infrastructures dans les zones géographiques d'implantation ;
- l'exécution de nombreux travaux d'infrastructures dans le cadre des conventions signées avec certains départements ministériels (réhabilitation des routes, réhabilitation des digues sur le fleuve Logone, construction des parcours VITA, construction des télé centres communautaires polyvalents) ;
- le lancement des opérations de recrutement des personnels spécialistes pour permettre d'accroître en quantité et en qualité les ressources humaines affectés au Corps du Génie Militaire ;
- l'amélioration de l'offre sanitaire des hôpitaux, centres médicaux et infirmeries militaires par l'acquisition des matériels spécifiques (équipement des services spécialisés de chirurgie B,

l'acquisition des matériels au profit des services ophtalmologie, gastroentérologie et laboratoire).

Cette exécution budgétaire s'est néanmoins heurtée à de nombreuses difficultés, notamment la mise en place et l'appropriation tardive du logiciel de mise en œuvre du Budget Programme. Ce retard a eu une incidence négative sur l'ensemble du processus budgétaire et a impacté négativement sur l'atteinte de nombreux objectifs fixés.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Dans l'optique de réaliser la contribution attendue du sous-secteur « Défense », en vue d'atteindre les objectifs du DSCE, le Ministère de la Défense s'est fixé comme objectif stratégique : « **Défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté du Cameroun en vue d'améliorer les conditions de paix et de sécurité favorables au développement économique et social** ».

Pour l'atteinte de cet objectif, les priorités ont été axées sur la mise en œuvre cohérente et intégrée d'un certain nombre de politiques publiques en relation avec les missions du Ministère : le renforcement de la défense de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Cameroun, la protection des personnes et des biens, la participation à l'action nationale de développement, le renforcement du lien armée-nation, l'assistance et la réinsertion des anciens combattants et victimes de guerre, la mise en place d'un mécanisme de pilotage et de performance. L'appréciation de la performance globale du département ne peut se faire qu'au regard du rendement obtenu sur chacune de ces politiques publiques.

L'évaluation des performances du Ministère de la Défense, qui est faite par l'entremise de la mesure des indicateurs préalablement définis dans la synthèse stratégique de notre Projet de Performance des administrations, donne les résultats suivants :

- un taux de réalisation des tableaux des effectifs et dotations des unités opérationnelles des Armées en nette progression du fait des recrutements, des formations et entraînement des personnels et d'acquisition de matériels nouveaux entrepris cette année ;
- un taux de criminalité de 21,37% qui est en recul du fait d'une augmentation de l'activité des unités de Gendarmerie Nationale caractérisée par un meilleur maillage territorial et un renforcement des capacités ;
- une évolution notable du nombre de procès-verbaux dressés par les formations de la Gendarmerie Nationale permet d'apprécier une plus grande implication en matière de lutte contre la criminalité (72 277 en 2012 et 89 647 en 2013) ;
- un taux de réalisation des sollicitations des structures du Ministère de la Défense qui est proche de 100% ;
- la descente fréquente de nos équipes sur le terrain ont permis de réduire le taux de

mortalité dû aux accidents sur les axes routiers, (444 morts sur 1221 accidents enregistrés de janvier en juin 2013 contre 1165 morts en 2012) ;

- la réduction des délais d'intervention des unités des sapeurs-pompiers qui est passé de 30 minutes à 25 minutes soit 2 minutes de moins que la cible prévue ;
- la réalisation des objectifs en matière de renforcement des capacités des ressources humaines des unités concourants à la protection des personnes et des biens. Ainsi, alors que la cible pour l'année 2013 en ce qui concerne cet indicateur était de 3 550 personnels, l'on relève 4028 personnels formés à divers stages depuis le début de l'année. Ce pourcentage d'exécution de 113,46% s'explique par la volonté manifeste du Commandement de renforcer les capacités professionnelles de ses personnels afin qu'ils répondent au mieux aux sollicitations dont ils font l'objet.

Cette exécution budgétaire s'est néanmoins heurtée à de nombreuses difficultés, notamment la mise en place et l'appropriation tardive du logiciel de mise en œuvre du Budget Programme. Ce retard a eu une incidence négative sur l'ensemble du processus budgétaire et a impacté négativement sur l'atteinte de nombreux objectifs fixés.

3.2. LEÇONS APPRISES

Sans une coordination cohérente des programmes à l'intérieur d'un chapitre budgétaire, l'efficacité du budget programme risque ne pas être perceptible. Aucune action n'étant complète par elle-même, elle a besoin des matériaux provenant d'autres actions pour être réalisée. La coordination trouve ici son caractère impératif, pour réussir la mise en œuvre des programmes ;

Le budget programme est une construction permanente. La vague 2013 des programmes budgétaires a montré que des aménagements profonds doivent être opérés dans la présentation des programmes, le contenu des actions et la définition des indicateurs. A cet effet le Ministère a apporté des correctifs soit en reformulant, en supprimant ou en ajoutant certains programmes, actions et indicateurs pour mieux faire face aux défis auxquels il est confronté.;

L'exécution du Budget de fonctionnement du Ministère de la Défense, nécessite un meilleur suivi dans l'utilisation des crédits alloués aux différentes structures. Il serait par conséquent opportun que le Ministère de la Défense reçoive de manière permanente les informations sur le suivi et la gestion des crédits de ses structures déconcentrées ;

Il existe un besoin d'harmonisation de certains éléments de programmes, afin d'éviter par exemple d'avoir des indicateurs différents pour renseigner une même réalité, ou d'avoir des libellé d'actions différents donnant l'impression de traiter des réalités différentes. La mise en place d'une base de données, ou d'un répertoire des indicateurs permettrait de régler en partie ce problème qui pourrait être visible dans d'autres chapitres budgétaires ;

Bien choisir les indicateurs permet de mieux renseigner sur les performances réalisées. Un mauvais choix d'indicateur oblige à s'écartez de la réalité exprimée par les activités menées au sein d'une action précise. Il faudrait un meilleur accompagnement dans la formulation des indicateurs.

3.3. PERSPECTIVES 2014

Sur le plan financier :

- Renforcer la coordination opérationnelle des actions d'un programme et celle des activités d'une action, pour améliorer la qualité des résultats de chaque programme ;
- Revoir les indicateurs pour plus de pertinence dans le suivi des performances d'un programme et de ses actions ;
- Mettre en place un système de collecte des données statistiques permettant de mieux renseigner les indicateurs ;
- Reformulation du Programme 168 qui est intitulé désormais « Gouvernance et appui institutionnel du sous-secteur Défense »
- Poursuivre et intensifier en interne, la formation des responsables à tous les niveaux sur le budget programme ;
- Amélioration du dispositif de pilotage et de performance du MINDEF ;
- Passer à une exécution budgétaire en mode programme pour susciter une meilleure quête du résultat ;

Sur le plan opérationnel :

- L'intensification de la lutte contre le grand banditisme et l'insécurité routière
- La poursuite de la sécurisation des frontières ;
- L'acquisition des matériels et équipements ;
- L'entraînement et la formation des personnels aux nouvelles menaces ;
- Une plus grande sécurisation de la façade maritime ;
- La construction des infrastructures pour les formations nouvelles créées et activées ;
- L'augmentation des capacités opérationnelles des sapeurs pompiers ;
- La poursuite de la mise en œuvre des décisions du Chef de l'Etat prises lors du cinquantenaire des armées notamment l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnels (accès aux soins de santé, logement) ;
- La continuation de la mise en place des structures aidant à une plus grande assistance et réinsertion des personnels anciens combattants et victimes de guerre ;